

Champ de bataille autour du lycée agricole de Moissac

Une centaine de personnes se sont réunies hier contre la fermeture de cet établissement. Un combat emblématique des menaces qui pèsent sur cette filière.

Montauban (Tarn-et-Garonne),
envoyé spécial.

Fermer le lycée agricole de Moissac, implanté au cœur d'un terroir agricole ? Le ministère y a pensé. Les 115 élèves et la cinquantaine de personnels enseignants et administratifs seraient transférés au lycée agricole de Montauban, à 28 kilomètres de là. Une perspective fermement rejetée du côté de Moissac. Hier, profs, lycéens, parents, élus et syndicalistes étaient rassemblés, avec banderoles et mégaphone, dans l'enceinte du lycée de Montauban pour rencontrer Marie Larroudé, la cheffe de service du ministère de l'Agriculture. Car, si ce projet de fermeture s'inscrit dans une politique globale de destruction des services publics, la fonctionnaire est soupçonnée par les manifestants d'appliquer les consignes avec un zèle tout particulier.

La région Occitanie, propriétaire des bâtiments du lycée de Moissac, a indiqué son opposition à la fermeture de l'établissement et appelle à la recherche de solutions. La région entreprendra-t-elle les travaux que nécessite le lycée ? Ou l'établissement renaîtra-t-il sur son exploitation agricole, à 5 kilomètres de la petite bourgade ? Dans un cas comme dans l'autre, la région ne peut entreprendre de tels investissements sans l'assurance que le ministère de l'Agriculture perpétuera les formations. Or, explique Olivier Gautié (Snetap-FSU), « le ministère considère que les filières arboriculture et horticulture sont peu attractives, et a déjà réduit les moyens et regroupé certaines formations ».

Dans cette ville ont déjà disparu le tribunal d'instance et la maternité.

La rentrée 2018 se tiendra bien à Moissac... mais sans l'unité locale d'inclusion scolaire (Ulis), qui prend en charge une dizaine d'élèves en situation de handicap. Anne Perdrix, maman d'un adolescent souffrant de troubles autistiques, s'est jointe hier à la manifestation : « Mon fils va certes bénéficier d'une auxiliaire de vie scolaire, mais je ne comprends pas qu'on supprime le dispositif Ulis, qui assurait un bon encadrement et fonctionnait bien. »

Moissac refuse la spirale du déclin

Le maire de Moissac, Jean-Michel Henryot (LR), a fait le déplacement jusqu'à Montauban : « Ce lycée est important pour notre ville et les alentours. On y dispense des formations de qualité. » Son prédécesseur à la mairie, Jean-Paul Nunzi (ex-PS), est venu lui aussi : « Alors que l'agriculture est quasiment la seule



Dans la manifestation, à Montauban. Camil Loos/La Dépêche du Midi/MaxPPP

activité autour de Moissac, un lycée agricole y a toute sa place. » Pour Myriam Martin (Ensemble!), « on ne peut continuer à tuer les services publics ! » La conseillère régionale remarque que « pendant ce temps, des filières ouvrent dans l'enseignement agricole privé ».

Hier la rencontre entre les manifestants et Marie Larroudé a tourné à la plus totale confusion. Sauf que, selon le Snetap-FSU, au même moment, à Paris, le ministère de l'Agriculture annonçait aux syndicats l'arrêt de la fermeture du lycée de Moissac. La cheffe de service a-t-elle été désavouée par sa hiérarchie ? La mobilisation a-t-elle payé ? Quoi qu'il en soit, il reste à construire un avenir pour cet établissement, qui ne peut se contenter d'un statu quo. Le 29 juin, jour du conseil d'administration, une manifestation aura lieu dans les rues de Moissac. Dans cette ville ont déjà disparu le tribunal d'instance et la maternité, les arrêts en gare sont devenus rares. La fermeture du lycée agricole accentuerait cette spirale du déclin. ♦

BRUNO VINCENS